



**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# 2021 Rapport d'activité des services de l'État dans la Loire



**I ASSURER LA  
CONTINUITÉ  
DU SERVICE  
PUBLIC**

P.04

**1. AGIR POUR  
PROTÉGER LA  
POPULATION**

P.05

**2. AGIR POUR  
CONSOLIDER LA  
COHÉSION SOCIALE**

P.10

**3. FAIRE VIVRE LA  
DÉMOCRATIE ET  
LES PRINCIPES  
RÉPUBLICAINS**

P.13

**II RESTER UNIS  
FACE À LA CRISE  
SANITAIRE ET SES  
CONSÉQUENCES**

P.16

**1. TENIR FACE À  
L'ÉPIDÉMIE**

P.17

**2. AGIR POUR  
LA RELANCE  
ÉCONOMIQUE**

P.18

**3. AGIR POUR  
CHACUN**

P.21

**III PRÉPARER  
L'AVENIR**

P.22

**1. FAIRE GRANDIR  
LES NOUVELLES  
GÉNÉRATIONS**

P.23

**2. AGIR POUR LA  
TRANSFORMATION  
DES TERRITOIRES**

P.26

**3. AGIR POUR  
MODERNISER LES  
SERVICES PUBLICS**

P.30



## ÉDITORIAL



Comme ce fut le cas en 2020, l'année 2021 a été impactée par la crise sanitaire liée au Covid-19, mais aussi par la crise économique qui a suivi. Une mobilisation inédite et exceptionnelle des services de l'État fut nécessaire pour faire face, ensemble, aux différents enjeux qui ont marqué l'année écoulée.

Dans la Loire, cette situation a nécessité une implication totale et une action rapide de l'État. En effet, ses services ont dû agir dans l'urgence mais aussi préparer l'avenir. Il a fallu ainsi déployer rapidement et efficacement une offre de vaccination pour tous et en parallèle, accroître le soutien économique aux entreprises ainsi qu'à tous les acteurs du secteur industriel, commercial et artisanal. La priorité du Gouvernement était, en effet, de concilier la protection des populations et la continuité de la vie économique et sociale.

De la lutte contre les stupéfiantes à celle contre l'artificialisation des sols, en passant par l'accompagnement des jeunes dans l'emploi et la formation ou encore par le soutien à notre industrie pour une relocalisation de la production, l'État était sur tous les fronts pour nos concitoyens et a continué à assurer ses missions quotidiennes malgré un contexte inédit. C'est pourquoi de nombreux objectifs, fixés par le Premier Ministre, m'ont été confiés et ont été au centre de mes préoccupations durant l'année écoulée. L'État s'est ainsi attaché à un déploiement solide et efficace du Plan d'Urgence et du Plan de Relance, ainsi que des orientations définies par le plan d'investissement « France 2030 ». De même, le volet de la transition écologique n'a pas été laissé de côté : les services de l'État ont continué à accompagner les dispositifs de rénovation thermique des bâtiments publics, de prime à la conversion des véhicules ou encore « Ma Prime Rénov' ».

En constante collaboration avec les collectivités territoriales, les élus, les entreprises et les associations, des actions de moyen et de long terme ont été engagées ou menées à bien dans l'objectif de faciliter la reprise des activités quotidiennes des Ligériens. C'est par le biais de nombreux échanges et de nombreuses rencontres avec ces acteurs du territoire que les fondations des futures missions de l'État ont pu être posées, dans un objectif d'efficience et de proximité toujours accru, au service des citoyens.

Dans cette optique, l'accélération de la contractualisation a joué un rôle majeur : les Contrats de Relance et de Transition Écologique ainsi que les Contrats de Plan État-région renforcent les politiques d'aménagement et d'accompagnement des collectivités dans leur développement. Ce phénomène continuera d'être développé dans un souci de proximité et de concrétisation afin de répondre aux défis qui s'imposent à tous.

Le présent rapport d'activité, qui ne présente qu'une partie de l'action des services de l'État, permet de dresser un bilan, d'en tirer les conclusions et de constituer une base de travail pour l'avenir. Les pages qui suivent sont également l'occasion de rendre hommage à l'investissement constant qui a été celui des agents de l'État dans la Loire.

Catherine SÉGUIN  
PRÉFÈTE DE LA LOIRE



# | ASSURER LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

**A**près une année 2020 mouvementée, la continuité du service public, essentielle au bon fonctionnement de la société, a été l'objectif principal de l'année 2021. Cette continuité s'est traduite par une volonté permanente de protection de la population.

L'organisation des élections départementales et régionales a été l'occasion de veiller tout particulièrement à la protection sanitaire des électeurs, mais aussi des assesseurs, dont l'appui est si précieux. Le plein exercice de la vie démocratique, principal symbole de la continuité de l'État, a ainsi été permis.

En outre, la protection des populations nécessite d'assurer la sécurité de tous les citoyens. Agir contre la délinquance, grâce au travail des services de police et de gendarmerie, constitue en effet la clé de voûte d'une vie en société apaisée. Aussi, la lutte contre la délinquance et la fraude, le secours aux victimes ou encore les actions en faveur de la sécurité routière ont été au cœur des

préoccupations des services de l'État dans la Loire. Pour autant, la sécurité ne constitue pas le seul outil de protection de la population. Assurer la continuité du service public, c'est être en mesure de maintenir l'ordre public, de prévenir les risques et de gérer les crises. Mais c'est aussi veiller à la cohésion sociale en garantissant à chacun un large accès à un logement sain, en se mobilisant pour réduire la pauvreté, en favorisant l'insertion, en mettant en œuvre de manière efficiente une réelle politique de la ville et en soutenant le développement social et environnemental des quartiers prioritaires et des territoires.

L'exercice du service public est aussi attaché à l'égalité des droits. Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes, protéger les familles et développer des actions en lien avec le handicap sont des paramètres essentiels pour assurer à chacun le respect des principes républicains.

# 1. AGIR POUR PROTÉGER LA POPULATION

La protection des citoyens quant aux risques et menaces auxquels ils sont exposés constitue la première des missions de l'État. L'accomplissement de ce devoir s'est traduit, en 2021, par un renforcement constant des moyens humains et financiers au profit des forces de sécurité intérieure, mais aussi par l'amélioration d'une coopération toujours plus efficace entre les différents acteurs des gestions de crises. Au-delà des traditionnels sujets d'incivilités, de délinquance et de criminalité contre lesquels l'État lutte quotidiennement, il protège la population des risques et menaces terroristes, climatiques, alimentaires ou technologiques. Cette protection ne saurait être effective sans une meilleure efficacité en prévention, en anticipation et en gestion des phénomènes extrêmes, dans l'objectif de toujours mieux sécuriser la vie des Ligériens.

## 1.1. Garantir la sécurité de tous



Lutter contre la menace terroriste  
et la radicalisation

**20 à 30**

militaires de l'opération  
Sentinelle déployés dans le  
département

**86 individus**

suivis dans le cadre du fichier des  
signalements pour la prévention  
et la radicalisation

**108 individus**

font l'objet d'un suivi  
social, dans le cadre de la  
cellule de prévention et  
d'accompagnement des familles



Prévenir la radicalisation  
et la délinquance

**15 conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance ont bénéficié de 754 913 € de crédits répartis en 4 programmes :**

**462 789 €**

Prévention de la  
délinquance

**121 000 €**

Prévention de la  
radicalisation

**154 980 €**

Sécurisation  
(vidéoprotection,  
équipement des polices  
municipales)

**16 144 €**

Sécurisation des lieux  
de culte



Lutter contre les trafics  
de stupéfiants

**La lutte contre les trafics de stupéfiants est une priorité absolue des pouvoirs publics dans la Loire. À la croisée de la sécurité et des enjeux de sécurité, elle se traduit par un travail d'enquête, afin de remonter les filières de vente, ainsi que par une politique de harcèlement des points de vente.**

En zone police

**54**

procédures pour trafic  
de stupéfiants

**80**

procédures pour des  
faits de revente

**2033**

procédures pour usage  
de stupéfiants

**93 kg**

de produits saisis  
(toutes drogues  
confondues)

## En zone gendarmerie



**58**

procédures pour trafic de stupéfiants



**500**

procédures pour usage de stupéfiants



**13 kg**

de produits saisis (toutes drogues confondues)

Créée le 4 octobre 2021, la nouvelle Brigade Spécialisée de Terrain (BST), œuvrant en zone police, a saisi plusieurs quantités record de produits stupéfiants dans le QRR de La Ricamarie et du Chambon-Feugerolles :

- le 30 novembre 2021, les fonctionnaires de la BST ont saisi 14 bonbonnes de cocaïne
- le 10 décembre 2021, la BST a interpellé un mineur stéphanois en possession de 49 sachets de résine de cannabis



## Lutter contre la délinquance et l'insécurité

Les Groupes de Partenariat Opérationnels (GPO) regroupent des acteurs de terrain autour d'un problème de sécurité dans tout ou partie d'un quartier et ont vocation à le résoudre collectivement.

### En 2021

**194 GPO**

583 problématiques identifiées  
212 résolues

**2**

délégués à la cohésion police-population reçoivent les particuliers pour régler des conflits infra-pénaux.

**1470**

amendes forfaitaires délictuelles délivrées pour consommation de drogue.



## Lutter contre l'insécurité routière

**1644**

arrêtés de suspensions de permis de conduire (+ 30% par rapport à 2020)

### En zone police

**6 271**

contrôles routiers et dépistage d'alcoolémie et de stupéfiants

**4327**

délits routiers

**22 281**

contraventions dressées

### En zone gendarmerie



**augmentation de 83,1%**

des contraventions liées à des infractions liées à la conduite sous stupéfiants



**augmentation de 12%**

des contraventions liées à des infractions liées à la conduite sous alcoolémie



### Secourir les victimes



**48 396**

interventions réalisées  
par le SDIS



**41 040**

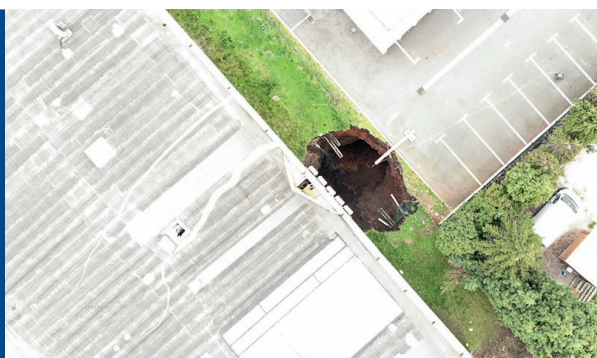
victimes  
secourues



**309 305**

appels reçus en 2021 aux  
numéros d'urgence  
« 18 » et « 112 »

En mars 2021 un effondrement de sol a eu lieu à Saint-Étienne (rue Charras). Près de 22 sapeurs pompiers dont 10 de la spécialité sauvetage déblaiement ont été engagés sur cette opération.



### Gérer les crises



**5**

jours d'activation du  
Centre Opérationnel  
Départemental pour  
des motifs autres que  
la gestion de la crise  
sanitaire



**9**

alertes  
météorologiques



**36**

points de situation  
crues



**5**

accidents de poids-  
lourds ayant occasionné  
des déviations et/  
ou des pollutions et  
nécessité des actions de  
coordination routière

### Opération de déminage

Suite à la découverte d'un engin explosif datant de la seconde guerre mondiale, une opération de déminage d'envergure avec évacuation de population dans les communes de La Ricamarie et du Chambon-Feugerolles a eu lieu le 4 juillet 2021. Un poste de commandement opérationnel a été installé dans les locaux de la mairie de La Ricamarie afin de

veiller au bon déroulement de cette opération. De nombreux services de l'Etat et d'autres acteurs étaient présents : les villes de La Ricamarie et du Chambon-Feugerolles, les services de police, le SDIS, le service de déminage de Lyon, la Croix Rouge Française, l'Ordre de Malte, la STAS ainsi que les services de la préfecture.





### Lutter contre la fraude

**68**

signalements de fraude de la part de la référente fraude départementale en Préfecture ont été adressés aux procureurs de la République des tribunaux judiciaires de Roanne et Saint-Étienne, 58 % d'entre eux concernaient des fraudes à l'immatriculation de véhicules

**48**

dossiers frauduleux contrôlés dans la Loire dans le cadre de la campagne nationale de contrôle des professionnels de l'automobile

**1**

Création d'un comité de suivi des centres de sensibilisation à la sécurité routière permettant aux automobilistes de récupérer les points de permis qui leur ont été retirés.

## 1.2. Une prévention efficace des risques

### Agir contre un phénomène qui prend de l'ampleur, la cybercriminalité.

Fin 2021, le groupement de gendarmerie départemental de la Loire a mis en place une cellule de prévention du risque cyber dont l'objectif est de sensibiliser les différents partenaires et le grand public aux menaces et atteintes liées à cette nouvelle criminalité tout en dispensant des conseils de prévention et de protection : ce sont 2 943 personnes et institutions qui ont été sensibilisées.



### Garantir l'ordre public



**430**

dossiers (251 commerces, 142 banques, 37 mairies) de vidéoprotection soumis pour avis à la commission départementale



**188**

manifestations sur la voie publique déclarées à la préfecture



**8**

déplacements officiels, dont le Président de la République et le Ministre de l'Intérieur, ont été coordonnés par les services de la préfecture en lien avec les forces de sécurité intérieure.

### Agir pour la sécurité routière

La Direction Départementale de la Sécurité Publique a déployé 4 actions de prévention :

#### Sensibilisation

des collégiens à la conduite des deux-roues

#### Prévention

portant sur les nouveaux engins de déplacements motorisés

#### Visibilité

des piétons seniors

#### Comportements

à risques visant les cyclistes



L'EDSR (Escadron départemental de sécurité routière) s'engage également dans des actions préventives :

### Opération

« 10 de conduite jeune » auprès des collégiens dans le but de sensibiliser les futurs automobilistes

### Permis piéton

au sein des classes de CE2

### Prévention

bus scolaires dans les collèges afin de sensibiliser les jeunes à la sécurité routière.



Piste mobile d'éducation routière installée au collège Marc Seguin Quartier de Reconquête Républicaine (QRR) Montreynaud

## Agir pour la sécurité sanitaire des denrées produites et consommées

Les lieux de fabrication et de commercialisation des denrées alimentaires sont contrôlés par la DDPP qui intervient également lors d'alertes alimentaires et pour investigation lors d'intoxications alimentaires. Ces actions de protection se traduisent aussi par des inspections et contrôles (abattoirs, établissements divers ...) ; ainsi ont été réalisés :



**332 000**

inspections de conformité des viandes de boucherie



**958**

inspections en sécurité sanitaire des aliments dans la restauration collective ou commerciale et les établissements agroalimentaires



**1 540**

prélèvements alimentaires



**263**

alertes alimentaires traitées



**221**

signalements traités relatifs à l'oxyde d'éthylène, substance classée cancérigène

## Surveiller la loyauté et agir pour la protection économique du consommateur

La DDPP participe à la prévention et à la lutte contre les « arnaques » à la consommation. Elle veille également à la sécurité des produits industriels et des équipements utilisés dans les activités de loisirs. Les signalements peuvent être faits par les consommateurs sur [signal.conso.gouv.fr](https://signal.conso.gouv.fr)

Les services assurent une veille concurrentielle afin d'alerter l'échelon régional sur les situations qui laissent craindre un déséquilibre économique entre entreprises :

- 1 377 contrôles réalisés,
- 25 % d'anomalies détectées lors de ces contrôles

## Gérer les risques naturels, technologiques et miniers

La DDT met en œuvre le Fonds National pour la Prévention des Risques Naturels :



**1 259 290 €**

de subvention ont été versés en 2021 pour des actions de réduction de la vulnérabilité. Dans les zones soumises à des risques naturels, la DDT accompagne les collectivités en émettant des avis techniques sur les autorisations de construire : 375 en 2021.



**207**

L'UD DREAL et la DDPP ont réalisé 207 inspections d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).



**2 millions**

d'euros de travaux engagés au titre du Plan de Relance pour le renforcement de la sécurité du barrage du Gouffre d'Enfer, ouvrage géré par l'État qui assure la protection contre les inondations du Furan.

## 2. AGIR POUR CONSOLIDER LA COHÉSION SOCIALE

Dans l'optique du renforcement de la cohésion sociale, les services de l'État dans le département ont la charge des réformes visant à répondre aux besoins des Ligériens, notamment en matière de logement et d'alimentation. Pour autant, d'autres réformes, plus structurantes encore, doivent permettre de corriger les déséquilibres sociaux à leur source.

La réponse aux besoins matériels de la population n'est pas le seul axe de la cohésion sociale : les politiques de l'État doivent veiller à la transmission et au respect des valeurs républicaines ainsi qu'à promouvoir la citoyenneté dans les quartiers « politique de la ville ».

### 2.1. Assurer un toit pour tous

#### Agir en faveur de l'accès à un habitat sain

En tant que délégation territoriale de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, la DDT finance :



**7 OPÉRATIONS**

Programmées d'Amélioration de l'Habitat validées et 2 sont en cours d'élaboration. Dans ce cadre, près de 17,7M€ d'aides ont participé au financement de 32,4 M€ de travaux par des artisans ligériens, pour rénover des logements privés, qui viennent en complément des 10 890 dossiers validés dans le cadre du dispositif "Ma Prime Renov' pour les particuliers permettant de financer des travaux et/ou des dépenses de rénovation énergétique pour un montant de 156,1 M€ de travaux de rénovation.



Environ  
**300 M€**

ont été engagés pour le projet urbain de Saint-Étienne Métropole, dont 86 M€ de concours financiers de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et 18 M€ de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

## Pour un logement accessible à tous



**2 575**  
ménages relogés  
dans le parc public



**800**  
logements ont été  
agréés, renforçant  
ainsi le parc social  
du département,  
et générant  
1,3M€ d'aides  
directes et 29 M€  
d'aides indirectes  
aux bailleurs et  
116M€ de travaux



**48**  
décisions  
favorables  
reconnaissant  
des ménages  
« prioritaires  
urgents » (+100  
% sur un an) dans  
le cadre du droit  
au logement  
opposable



**4 M€**  
Augmentation de  
4 M€ du budget  
consacré aux  
personnes sans  
domicile entre  
2020 et 2021



**239**  
Financement de  
239 logements  
en intermédiation  
locative

## Belle histoire

### DES PROCÉDURES COMMUNES AFIN DE FAIRE FACE AU HANDICAP

Afin de faciliter l'aménagement des logements à destination des personnes en situation de handicap, la Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (MDPH) ont conclu un protocole commun impliquant également les bailleurs sociaux.

## 2.2. Lutter contre la pauvreté

### Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Cette stratégie donne la priorité à l'investissement social par la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes mais également par la sortie de la pauvreté par le travail.



Augmentation de 25 % de  
la dotation pour les aides  
alimentaires entre 2020 et 2021



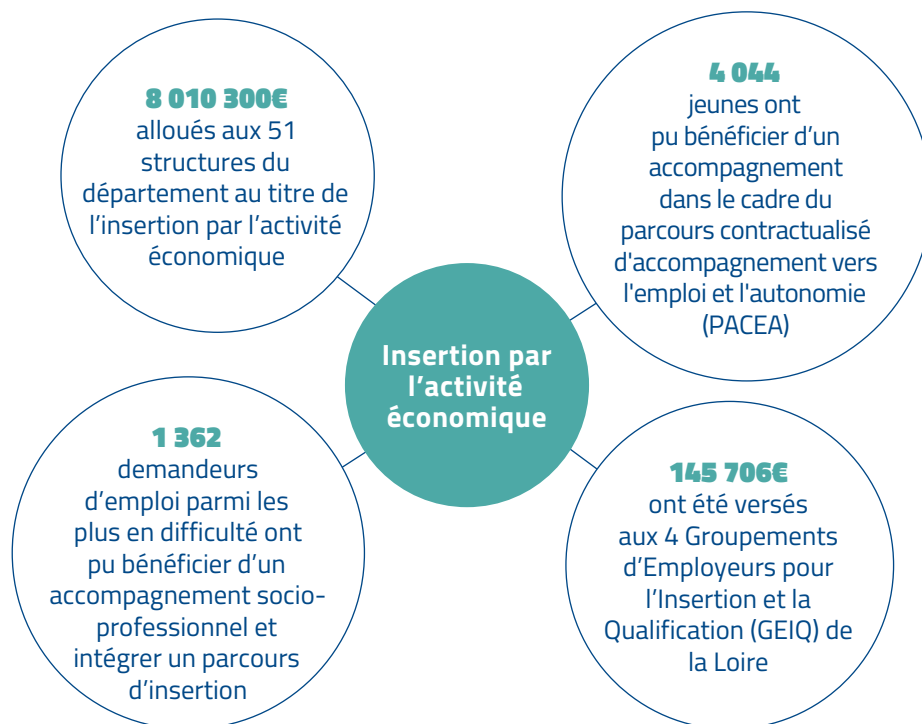
15 associations et partenaires  
institutionnels financés par des  
actions hors contractualisation  
(favoriser la mobilité, accès aux  
biens essentiels, insertion, etc.)  
pour un montant de 411 321 €



Signature d'une convention  
avec Saint-Étienne Métropole  
engageant 800 000€ afin de  
financer 10 actions ayant pour  
but la prise en compte des  
conséquences de la crise sanitaire,  
dans le champ de l'accès aux droits  
et aux biens essentiels, mais aussi  
dans celui de l'accompagnement  
vers l'emploi.



Signature d'une convention avec le Conseil Départemental depuis 2019. En 2021, l'État et le Conseil Départemental se sont engagés à hauteur de 2 003 330 € pour des actions visant notamment à prévenir toute "sortie sèche" des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance, renforcer le premier accueil social de proximité (notamment déploiement d'écrans numériques sociaux), renforcement de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, lutter contre l'isolement des étudiants, renforcer l'aide en faveur de l'accès et du maintien au logement des plus démunis, développer un schéma départemental d'inclusion numérique.



### 2.3. Assurer la cohésion urbaine et sociale dans les quartiers défavorisés

#### Politique de la ville et valeurs de la République



**3**

L'État est cosignataire de 3 contrats de ville (Roanne Agglomération, Loire-Foréz-Agglomération et Saint-Étienne Métropole) afin de soutenir le développement social de 19 quartiers prioritaires (45 000 habitants).



**460**

projets soutenus en 2021 par le biais de l'aide apportée par l'État via l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires.



**200 000€**

alloués pour mobiliser la communauté éducative pour un accompagnement des enfants en difficulté scolaire dans la "cité éducative" du quartier Tarentaise-Beaubrun à Saint-Étienne.

## Sécurité au quotidien et rapprochement police/population

### 1

Une brigade spécialisée de terrain de 12 effectifs œuvrant de 12h00 à 23h30 est dédiée au quartier de reconquête républicaine « Montrambert – Méline » créé en 2021 sur le territoire des communes de la Ricamarie et du Chambon-Feugerolles.

## Belle histoire

### QUARTIERS JEUNES SOLIDAIRES

Afin de mener des actions de prévention du mal-être, de santé mentale positive en alternative aux addictions, de soutien à la parentalité, allant jusqu'à l'accompagnement aux soins en cas de besoin, la DDETS, en missionnant l'Institut Régional d'Éducation pour la Santé et l'association LIFT, organise des rencontres avec les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

## 3. FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE ET LES PRINCIPES RÉPUBLICAINS

À travers l'organisation, en 2021, des élections départementales et régionales dans un contexte de pandémie, c'est l'une des missions essentielles des services de l'État dans la Loire qui a été assurée : celle de permettre l'expression de la vie démocratique.

De même, l'État doit veiller à l'égalité des droits. À travers des politiques de promotion au profit de l'égalité entre les sexes, de lutte contre les discriminations ou encore d'action en faveur du handicap, la puissance publique permet l'égal accès aux droits pour tous, tout comme elle en sanctionne les entraves.

### 3.1. Organiser l'expression démocratique



#### Élections départementales et régionales



510 000 électeurs concernés pour les 323 communes du département



Le bureau des élections et de la réglementation générale a distribué dans le département du matériel de protection sanitaire à toutes les communes de manière à sécuriser le scrutin.



Les forces de sécurité intérieure ont enregistré 14 131 procurations : 7 021 pour les élections départementales et 7 110 pour les élections régionales.



Le bureau des élections et de la réglementation générale a organisé dans le département la dématérialisation totale de l'envoi des résultats électoraux des mairies en préfecture le soir des scrutins.

### 3.2. Intégrer les demandeurs d'asile et les nouveaux Français



868

demandeurs d'asile accueillis

1 009

majeurs ont signé un contrat d'intégration républicaine, contre 578 en 2020

### 3.3 Garantir l'égalité des droits

#### Protection des familles



3 755 interventions de la police et de la gendarmerie afin de lutter contre les violences intrafamiliales.



Le dispositif « Virage » de l'association SOS Violences Conjugales a suivi en 2021 plus de 300 auteurs de violences intrafamiliales.



266 800 € destinés à financer la déclinaison de dispositifs tels que l'accueil de jour, les lieux d'écoute d'accueil et d'orientation des victimes, les espaces de vie affective, relationnelle et sexuelle, les parcours de sortie de la prostitution...



Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) assure des permanences d'information juridique dans 11 communes de la Loire pour évoquer notamment des problématiques liées au droit de la famille et aux violences faites aux femmes

#### Repérage des publics dits « invisibles »

Un premier appel à projets a été lancé en 2019 sur le repérage des publics dits « invisibles » pour permettre de tester de nouvelles modalités d'intervention en matière de repérage et de mobilisation.

Dans ce cadre, la mission locale du Gier et la Sauvegarde 42 ont déjà mobilisé 108 personnes. Un nouvel appel à projets lancé fin 2021 a permis de retenir le projet porté par l'association Rimbaud de Saint-Étienne, avec pour objectif de repérer 40 individus par an.

## Belle histoire

### UNE ACTION CONCRÈTE EN LIEN AVEC LE HANDICAP

Une Plateforme de Coordination et d'Orientation a été mise en place dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire depuis le 1er janvier 2021 pour assurer la mise en place et le déroulement d'un parcours de bilans et d'interventions précoces concourant au diagnostic des enfants de 0 à 7 ans repérés avec un éventuel trouble du neuro-développement.

8 mars 2022

# JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS FEMMES



Assurer l'égalité entre les femmes et les hommes  
dans la vie professionnelle



Le Bureau d'accompagnement individualisé à l'emploi, porté par le CIDFF, accompagne les femmes dans l'élaboration de leur projet professionnel et la valorisation de leurs compétences. Il les aide à rechercher un emploi, une formation ou à créer leur entreprise.



Les financements de l'État ont permis de soutenir des actions comme « Wi-filles », portées par le club d'entreprises FACE Loire, qui permet de sensibiliser un groupe de jeunes filles volontaires aux métiers du numérique.



Des crédits "politique de la ville" ont été mobilisés pour mener des actions d'accès aux loisirs en direction des jeunes filles ou d'accès à l'emploi en direction des femmes habitantes des quartiers politique de la ville.



# || RESTER UNIS FACE À LA CRISE SANITAIRE ET SES CONSÉQUENCES

**L**es services de l'État, fortement mobilisés par la pandémie, ont été chargés d'en combattre les conséquences en matière de santé, d'emploi, d'attractivité économique, d'insertion, de cohésion sociale et de cohésion des territoires. Le déploiement de la vaccination et les efforts assumés par la population ont permis aux Ligériens de retrouver un quotidien ordinaire.

Afin d'accompagner un retour à l'activité

économique et de favoriser l'insertion, le plan France Relance a contribué à l'injection de 300 M d'euros dans les territoires dans un but de soutien et d'amélioration des filières économiques, de rénovation énergétique ou encore de soutien à l'apprentissage.

Cet allègement des contraintes a d'ailleurs aidé à maintenir le lien social qui avait tant souffert durant les premiers mois de la pandémie.



## 1. TENIR FACE À L'ÉPIDÉMIE

La lutte contre l'épidémie a nécessité une solide coordination des services de l'État. Avec une circulation relativement élevée du virus, deux outils principaux ont permis de le contenir : tester et vacciner la population, au plus près de ses lieux d'activité, de travail et de loisir. En cela, l'Agence Régionale de Santé et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ont été particulièrement mobilisés. Ces actions ont également fait l'objet de communications régulières et récurrentes au profit des élus du département afin de tenir informés les acteurs de terrain de l'évolution de la situation et des solutions mises en place pour faire face au COVID-19.



#JeMeVaccine  
#JeJoueCollectif

Auvergne-Rhône-Alpes

### Pour revivre des matchs avec vous tous...

Yvann Maçon,  
AS Saint-Étienne





### Suivi de l'épidémie

**1 700 000**  
tests antigéniques  
et PCR réalisés

Plus de  
**50 000**  
tests ont été  
réalisés au sein des  
établissements  
scolaires du premier  
et du second degré

**1 085 000**  
vaccinations  
dont 330 000  
vaccinations en ville

**7 709**  
élèves testés  
positifs et  
96 531 élèves  
contacts à risque  
identifiés dans le  
cadre du tracing  
mis en œuvre  
par les services  
de l'éducation  
nationale

**897**  
élèves ont pu effec-  
tuer leurs deux doses  
de vaccin et 525  
élèves leur seconde  
dose dans le cadre  
des campagnes de  
vaccination organi-  
sées dans les établis-  
sements scolaires du  
second degré

### Le SDIS de la Loire engagé dans la vaccination

De nombreuses opérations de vaccination dans les centres commerciaux ont eu lieu, dont 2 portées par le SDIS. Le SDIS de la Loire a mis à disposition 7 sapeurs-pompiers sur les opérations déployées au cours de l'été au centre commercial STEEL ou encore au magasin IKEA de Saint-Étienne. Au total, depuis le début de la campagne de vaccination, les actions liées à la pandémie ont nécessité l'engagement quotidien de 21 à 36 sapeurs-pompiers ligériens.

## Contrôler et agir pour la sécurité sanitaire



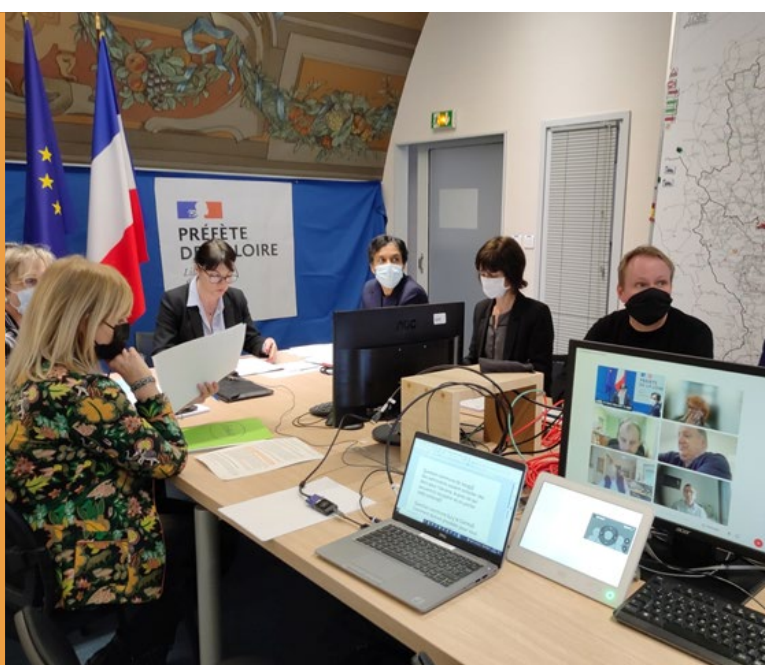
1 011 contrôles ont été effectués pour vérifier le respect des restrictions de vente de produits non essentiels et le respect des jauges et gestes barrières dans les établissements recevant du public



La Préfète de la Loire a communiqué de manière hebdomadaire et bi-mensuelle avec les élus du Département afin de les accompagner dans l'application des mesures et de suivre au plus près des acteurs de terrain l'évolution de la situation sanitaire.



Organisation d'une visioconférence d'information à destination des maires et des élus du département

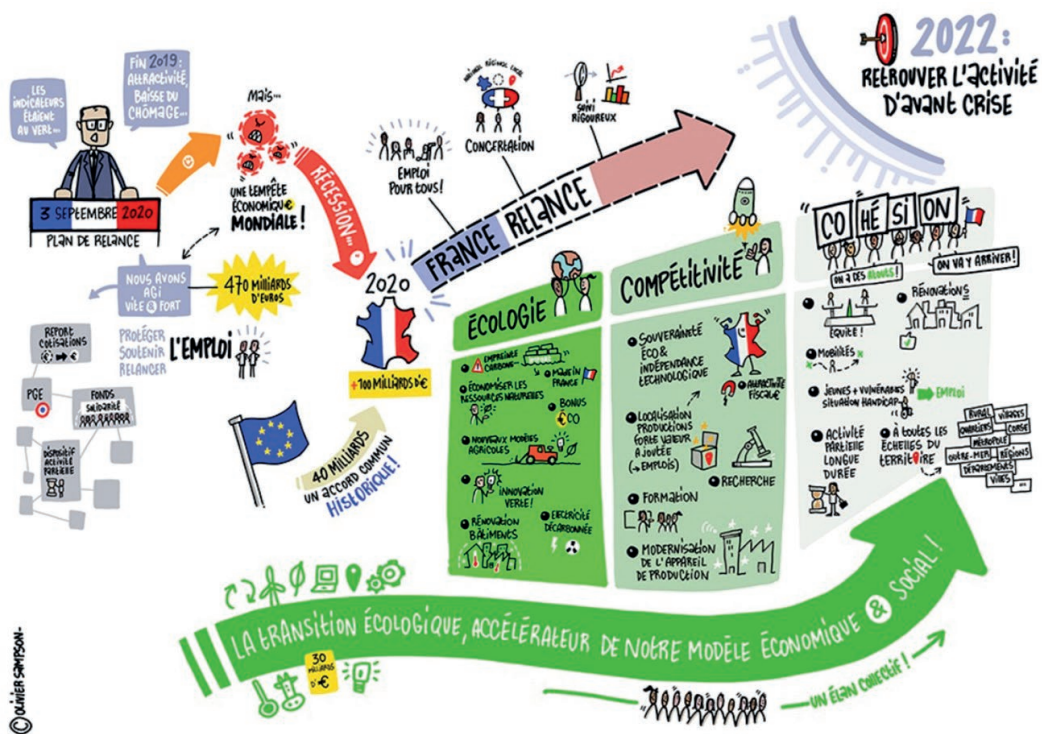


## 2. AGIR POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Afin de faire face aux conséquences de la crise sanitaire, le plan de relance a été initié dès l'été 2020. Dans la Loire, il s'est concrétisé par des investissements conséquents sur le territoire : compétitivité, écologie et cohésion territoriale ont été les trois axes des actions menées au titre du plan de relance. Ces investissements ont été l'occasion d'irriguer l'ensemble du territoire du département, au profit des entreprises, des emplois et des collectivités territoriales, permettant ainsi à ces dernières d'initier des projets structurants mis en suspens faute de financements. Dans la quasi-totalité des communes de la Loire, les fonds du plan de relance ont permis de déclencher ou de faire progresser des projets.

### Belle histoire LE TRAIN DE LA RELANCE

Le train de la relance, pour sa dixième et seule étape dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, a stationné les 27 et 28 septembre en gare de Saint-Étienne Châteaucreux. La voiture exposition a accueilli 450 visiteurs sur 2 jours. Cette exposition, combinée à l'organisation du village de l'emploi sur le parvis de la gare a permis à 550 demandeurs d'emploi d'être accueillis et à une vingtaine de chefs d'entreprise de rencontrer leurs futurs salariés. Plus de 20 partenaires et collaborateurs de Pôle emploi ont présenté des dispositifs utiles à l'orientation, la formation et la recherche d'emploi.



## 2.1. Accompagner les acteurs économiques dans la relance

### Une relance qui irrigue tout le territoire

380 M € déployés dans la Loire

#### Des actions concrètes du plan de relance dans le territoire :

**Volet écologie :**  
156 M€ de marchés générés auprès des entreprises du bâtiment contribuant directement à soutenir l'activité du BTP grâce à la mesure rénovation énergétique des logements privés

**Volet compétitivité :**  
28 lauréats de "territoire d'industrie" pour un montant total de 11 M€ d'aides à l'investissement

**Volet cohésion territoriale :**  
12 165 contrats d'apprentissage signés grâce au plan "un jeune, une solution".

#### Des actions en faveur des collectivités :

Plus de 10 M€ au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments publics et des projets d'investissement des communes et des EPCI.

Financement dans la Loire de 4 nouveaux postes de conseillers pour apporter une expertise budgétaire, comptable, fiscale, économique et patrimoniale aux décideurs locaux.

La cellule opérationnelle de suivi du comité départemental d'examen des difficultés des entreprises s'est fortement mobilisée pour suivre un grand nombre d'entreprises et instruire les sollicitations de prêts participatifs ou d'avances remboursables :

**5**  
prêts accordés pour 4,72 M€

**48**  
dossiers d'entreprises suivis pour un effectif de 3 597 salariés



## 2.2. Agir pour l'emploi

### Activité partielle

un dispositif en constante adaptation  
face à l'évolution de la situation économique

**Plus de 5,5 M€**

(contre 1,9M€ en 2020 et 1,3M€ en 2019, dernière année de référence hors crise) versés aux entreprises issues des secteurs d'activité de la restauration, du commerce de détail et de la construction.

**6 800**

salariés couverts par un accord d'activité partielle de longue durée au 31 décembre 2021, c'est-à-dire un soutien public accordé dans la durée pour les entreprises confrontées à des baisses durables d'activité en contrepartie d'engagements en matière d'emploi et de formation professionnelle.

### Favoriser l'insertion



**4 101 demandeurs d'emploi** sont entrés en formation, dont 26 % de jeunes de moins de 26 ans et 22 % de demandeurs d'emploi de longue durée



**Présence de Cap Emploi** dans les agences de Pôle Emploi à raison de 2 jours par semaine afin d'accompagner les personnes en situation de handicap



**233 contrats** emplois francs dont 56 « emplois francs + » : ce dispositif permet à un employeur de bénéficier d'une aide lorsqu'il embauche un habitant résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

## Belle histoire

### ACCOMPAGNER VERS LE PLEIN EMPLOI

Avec un taux de chômage de 5,7 %, les bassins d'emplois de Feurs et de Montbrison rencontrent des tensions en matière d'emploi, plus particulièrement dans les secteurs d'activité de la restauration, des services à la personne et de l'industrie. La Sous-Préfecture de Montbrison a mis en œuvre un suivi direct des besoins en recrutement pour 8 entreprises stratégiques pour l'arrondissement. Elle a initié un partenariat avec l'ensemble des entreprises orientées vers le textile et les accessoires de luxe.

### 3. AGIR POUR CHACUN

Dans la Loire, les services de l'État ont conduit des politiques publiques visant à renforcer et à relancer la cohésion sociale. Elles se sont concrétisées par la volonté d'un large accès à la vie culturelle pour les publics en difficulté, mais aussi par une solidarité nationale au profit des combattants et des victimes de guerre.

#### 3.1. Aider nos concitoyens dans leur parcours de vie

##### Soutenir les personnes face aux drames

**241**

cartes de veuves d'anciens combattants attribuées (+21 % par rapport à 2020)

##### Aider les personnes face à la pauvreté

**112 579 €**

(+25 % par rapport à 2020) pour venir en aide aux associations dans le cadre de l'aide alimentaire

#### Belle histoire

L'association « tasse de jeux » a reçu une subvention de 8 300 € pour mettre en place l'action « le café jeux à vélo » proposant des cafés à des familles en difficultés (notamment monoparentales), mais également à des personnes âgées isolées, dans un espace d'accueil, d'échanges et de jeux, ouvert à toutes les générations dans les communes rurales isolées du Forez.

#### 3.2. Préserver le lien social

**Permettre aux jeunes et plus largement aux personnes handicapées, hospitalisées ou placées sous main de justice connaissant des difficultés sociales ou économiques de continuer à prendre part à la vie culturelle :**

**5**

projets Culture/Handicap d'un montant de 23 994 €

**23**

projets au sein de quartiers politique de la ville à hauteur de 158 700 €

**44**

projets de l'Été culturel ont été réalisés pour un montant de 149 040 € en lien avec des centres de loisirs, sociaux, ou de vacances ; mais également avec les MJC, les centres médico-sociaux et les hôpitaux.

**Assurer la solidarité nationale au profit des combattants, victimes de guerre et de leurs proches :**

##### **300 085 € d'aide sociale**

(+23 % par rapport à 2020) attribuée par l'ONACVG aux personnes ayant la qualité de « ressortissant » (combattants, veuves de combattants, pupilles de la Nation, harkis, victimes d'actes de terrorisme, etc.)

##### **5 pupilles de la Nation**

mineurs ont été adoptés dans la Loire et sont désormais suivies par l'ONACVG

#### Belle histoire

##### AGIR POUR LES VICTIMES

L'ONACVG accompagne Madame D., victime de l'attentat de Nice de 2016, qui l'a sollicité dans le cadre d'une reconversion professionnelle du fait d'une incapacité d'exercer son métier. Une aide financière et des formations lui ont été proposées.



## III PRÉPARER L'AVENIR

**A**ncrer un territoire dans son histoire et sa culture, scolariser et former la jeune génération, accompagner les territoires et les collectivités dans leurs projets de développement, sécuriser la souveraineté de l'outil industriel local et transformer les services

publics participent à la préparation de l'avenir du département. Les services de l'État ont soutenu cette transformation des territoires pour répondre aux enjeux à venir: l'environnement, la cohésion sociale ou encore l'insertion des jeunes.

# 1. FAIRE GRANDIR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

Le maintien de l'ouverture des établissements scolaires durant la crise sanitaire ainsi que le soutien à l'accès au savoir et à la culture ont été les principaux enjeux de l'action de l'État au profit des jeunes générations durant l'année écoulée. Afin d'accompagner les jeunes Ligériens dans leurs apprentissages et leurs formations tout en consolidant leurs attaches avec les aînés, la promotion du sport, la préservation du patrimoine et le soutien à la culture ont constitué les priorités d'action des services de l'État.

## Permettre aux jeunes de vivre des expériences artistiques et de participer à la vie culturelle :

Permettre aux jeunes et à tous les habitants installés dans les territoires ruraux ou péri-urbains peu dotés d'acteurs artistiques ou de lieux de diffusion de vivre des expériences artistiques et de participer à la vie culturelle est un objectif majeur. Dans cette optique, 9 000 jeunes bénéficient du pass culture, 3 conventions territoriales d'éducation aux arts et à la culture ont été signées et 3 autres sont en préfiguration.



Le Banquet de la St Gulière est venu clôturer une année d'aventures avec le Turak Théâtre au sein des communautés de communes du Val d'Aix et Isable, du Pays d'Urfé et entre Loire et Rhône : danseurs, musiciens amateurs petits et grands, bruiteurs téméraires, sérigraphes en herbe notamment ont fait vivre à tous une soirée placée sous le signe de l'échange et de la convivialité.

## 1.1. Transmettre aux jeunes une culture commune

### La promotion du sport

115 dossiers d'épreuves sportives ont été instruits en 2021

Certains concernent de grandes épreuves : Critérium du Dauphiné, Rallye de Saint-Étienne-Forez, Rallye du Montbrisonnais... Le lycée Honoré d'Urfé a notamment remporté le titre de Champion du monde de Course d'orientation pour la deuxième année consécutive en UNSS.

### La préservation du patrimoine



Augmentation de 28 % des autorisations droit du sol : 4 333 dossiers d'urbanisme traités, ce qui constitue un record du nombre de demandes.



30 labels attribués aux particuliers et 4 souscriptions de communes dans le cadre de la fondation du patrimoine pour des montants de 808 615 € de travaux et 36 274 € d'aides financières.



27 opérations de restauration de monuments historiques publics ou privés financées pour un montant de 841 778 €

Plus de 31 000 € de subvention de l'État attribués pour des travaux ayant profité à 4 opérations d'entretien de Monuments Historiques n'appartenant pas à l'État :

- Couvertures du Château de Curaize à Précieux
- Couvertures à la Collégiale de Saint-Bonnet-le-Château
- Entretiens divers à l'église Saint-Symphorien à Usson-en-Forez
- Remplacement des battants de cloches, des fenêtres et entretien des contreforts de l'église Saint-Ennemond à Verrières-en-Forez.



### Le soutien à la culture

<p><b>322 000 €</b> ont été attribués pour 43 projets financés dans le cadre des crédits du plan de relance en faveur de l'emploi artistique dans le spectacle vivant dans la Loire</p>	<p><b>80 000 €</b> pour le soutien à la saison des festivals</p>	<p><b>34 000 €</b> pour le soutien à la digitalisation des écoles dans le cadre du Plan de Relance</p>	<p><b>1 214 680 €</b> de crédits de concours particuliers aux bibliothèques dans le cadre de la dotation globale de décentralisation permettant d'élargir les horaires d'ouverture, de construire ou de rénover des bibliothèques.</p>
---	--	--	--

## 1.2. Préparer l'avenir professionnel de la jeunesse



### Le rôle central de l'école

Dans la Loire, on compte :

<p><b>6675</b> collégiens en 3ème qui réalisent un stage de découverte professionnel dans le cadre du Parcours Avenir</p>	<p><b>17 268</b> lycéens dans 32 lycées généraux et technologiques</p>	<p><b>7 838</b> lycéens professionnels dans 34 lycées professionnels</p>	<p><b>2 983</b> étudiants post bac en BTS et CPGE</p>
---	--	--	---



### Former les jeunes à la vie professionnelle

Dans la Loire, on compte :

<p><b>408</b> Parcours Emploi Compétences Jeunes prescrits</p>	<p><b>851</b> Contrats Initiatives Emploi prescrits</p>	<p><b>1 646</b> jeunes engagés dans un parcours Garantie Jeunes</p>
--	---	---

**247**

élèves en classes de 3ème prépa-métiers qui permet de découvrir des métiers tout en suivant les enseignements classiques dispensés en 3ème



## 999

élèves dans 16 sections d'enseignement général et professionnel adaptées pour l'accueil des jeunes de la 6ème à la 3ème présentant des difficultés scolaires importantes ne pouvant pas être résolues par des actions d'aide scolaire et de soutien

### Belle histoire

#### PERMIS DE RÉUSSIR

Il s'agit d'une action innovante portée par le Secours Catholique de la Loire et la Mission locale Gier-Pilat relative à la conduite accompagnée des jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville (QPV) qui n'ont pas la possibilité de conduire avec un proche. Un véhicule est mis à leur disposition afin qu'ils puissent réaliser la conduite accompagnée avec des bénévoles. Il s'agit d'une belle expérience de solidarité intergénérationnelle et de transmission de savoir.

### 1.3. Dès la jeunesse, initier à l'esprit citoyen et aux valeurs de la République



Le 3 juillet 2021, les autorités départementales ont accueilli solennellement les 189 nouveaux sapeurs pompiers volontaires (+38 % par rapport à 2020), dont 55 femmes qui ont choisi de s'engager ainsi que les 9 jeunes recrues au titre du service civique.

#### Un engagement à plusieurs niveaux

**2 240**

sapeurs pompiers volontaires dans le département

**753**

collégiens ont été formés aux gestes qui sauvent et ont suivi la formation Prévention et Secours Civique de niveau 1 (PSC1) par le SDIS

**260**

Fin juin/début juillet 2021, 260 jeunes ont été accueillis dans trois centres : Le Bessat, Verrières-en-Forez et Chervé afin d'effectuer leur séjour de cohésion dans le cadre du Service National Universel (SNU).

### Belle histoire

En juin 2021, des jeunes du Service National Universel ont réalisé leur mission d'intérêt général aux côtés des volontaires en service civique du SDIS de la Loire. Cette mission a consisté en une opération de sensibilisation du grand public au centre commercial STEEL sous forme d'une « chasse au trésor » dans les domaines du secourisme, du risque incendie et des engagements proposés par le SDIS de la Loire. Une initiation au massage cardiaque a également été dispensée.

De même, dix jeunes issus du SNU ont effectué leur mission d'intérêt général au sein de la 3ème promotion des cadets de la Gendarmerie. Tout au long de l'année, les jeunes ont pu participer aux différentes commémorations militaires, visiter les unités de la Gendarmerie et les différents services de l'État afin de développer leur engagement citoyen et les valeurs de la République.

## Assurer la transmission des mémoires des conflits contemporains :

**900 scolaires**

(écoliers, collégiens, lycéens) ont participé à une opération mémorielle menée par l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre dans le département : participation à des cérémonies, découverte d'expositions, SNU, etc.

### Belle histoire

#### DEVOIR DE MÉMOIRE

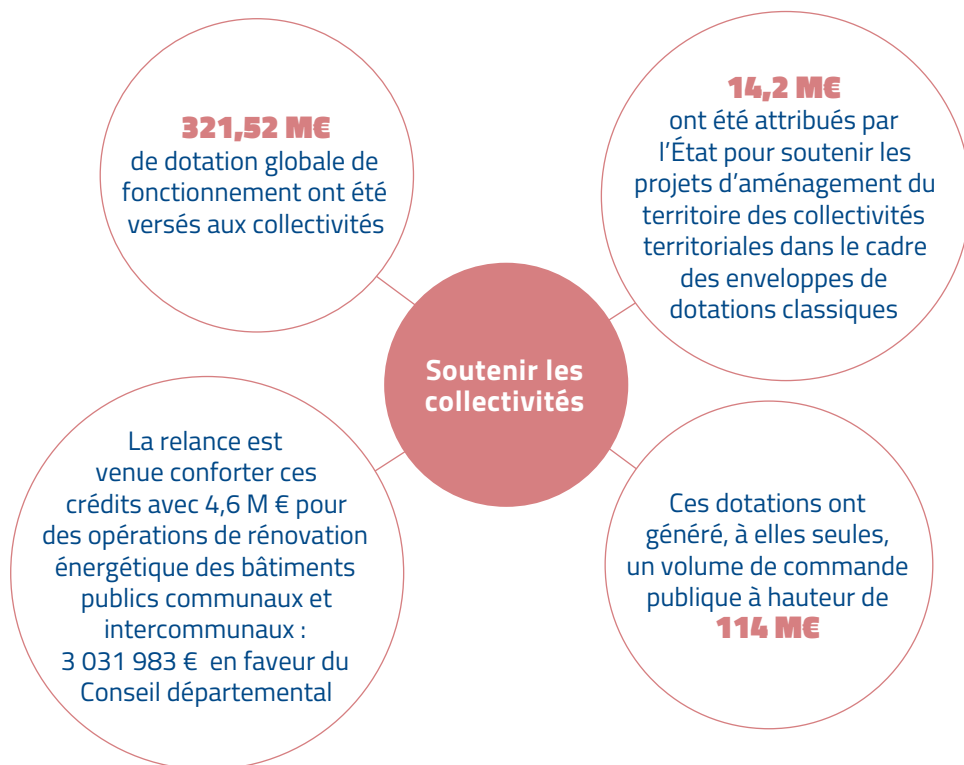
En juin 2021, 150 élèves de troisième du collège Fauriel de Saint-Étienne ont rendu hommage au spahi Ahmed Benchikh, né à Saint-Étienne et Mort pour la France en Italie en 1944. Ils ont pu visiter le 1er Régiment de spahis de Valence et participer à la cérémonie d'hommage.

## 2. AGIR POUR LA TRANSFORMATION DES TERRITOIRES

En 2021, le soutien aux collectivités ne s'est pas seulement traduit par le financement pur et simple de leurs projets. France Relance a également contribué au renouvellement urbain, à la transition écologique ainsi qu'à la préservation de la souveraineté agricole et numérique.

L'année écoulée fut également l'occasion de signer des Contrats de Relance et de Transition Écologique (CRTE). Ils concrétisent, jusqu'en 2026, le partenariat de l'État et des collectivités pour structurer les grands projets des territoires autour des défis posés par la transition écologique et permettent ainsi d'allier soutien économique et environnement.

### 2.1. Assurer la cohésion territoriale





## Accompagner et développer les territoires

- La seconde année d'existence de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires a enregistré une forte activité, multipliée par 3 en 12 mois.

Le déploiement du plan de relance, le développement des programmes propres à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires et le lancement des CRTE (Contrat de Relance et de Transition Écologique) ont contribué à faire du nouveau conseil aux territoires un appui déterminant auprès des collectivités.

- 17 centralités ont été lauréates (dans 7 intercommunalités) du programme « Petites Villes de Demain »
- 6 sessions de formation organisées par les sapeurs pompiers de la Loire afin de mieux appréhender les événements exceptionnels dans le domaine de la sécurité civile et de la gestion de crise
- Relocalisation des services : La ville de Roanne a été choisie pour accueillir le Service National de l'Enregistrement de la DGFIP. Depuis le 30 juin, ce service est chargé, pour la France entière, de l'offre numérique en matière d'enregistrement. La première fonctionnalité ouverte concerne les déclarations de dons en ligne des particuliers.



## Soutenir l'agriculture ligérienne :

En 2021, au titre de la politique agricole commune, ont été versées:

**101,5 M€**  
d'aides aux exploitations  
agricoles

**7,4 M€**  
d'aides aux investissements,  
dont 5,5 M€ d'aides aux  
bâtiments

**3,3 M€**  
d'aides à l'installation des jeunes  
agriculteurs, permettant de  
poursuivre le renouvellement  
des générations

## Renforcer la souveraineté économique et industrielle à partir des territoires :

La Loire compte un territoire d'industrie interdépartemental (Lezoux – Thiers – Ambert - Montbrison) piloté conjointement avec le Puy-de-Dôme.

Lancé par le Premier ministre à l'occasion du Conseil national de l'industrie, le 22 novembre 2018, le programme national « Territoires d'industrie » est une stratégie de reconquête industrielle par les territoires.

En effet, l'industrie est un vecteur de développement et de cohésion des territoires. Pour preuve : 70 % de l'emploi industriel se situe en dehors des métropoles, dans les territoires

périurbains, ruraux et villes moyennes.

Le programme vise à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie : développement des compétences dans le bassin d'emploi, mobilité des salariés, disponibilité du foncier pour s'implanter ou s'agrandir.

Dans le cadre du plan France Relance, qui vise à accélérer cette dynamique et à la suite des différents appels à projet « territoires d'industrie » et de l'instruction commune des dossiers par l'État et Conseil Régional, la Loire compte 18 projets lauréats pour un montant total de 8 170 000€.

## Renforcer la souveraineté alimentaire pour demain et accompagner les difficultés conjoncturelles :

Dans le cadre de France Relance, plusieurs Projets Alimentaires Territoriaux ont été accompagnés financièrement dans le département. Les quatre projets reconnus pour la Loire et portés par des collectivités territoriales ont vocation à offrir un accès à une alimentation locale, saine et de qualité à tous les habitants.

En complément de ces stratégies à moyen terme, l'État a accompagné les exploitations agricoles qui ont souffert d'aléas météorologiques, au titre du gel du printemps 2021, ou de difficultés conjoncturelles de certaines filières (horticole, avicole, et bovins allaitants). Au total, 384 aides ont été versées pour un montant de 785 k€.

## Les Contrats de Relance et de Transition Écologique (CRTE) :

Traduisant l'ambition du projet de territoire des intercommunalités, le CRTE concrétisera jusqu'en 2026 le partenariat entre l'État et les EPCI autour des grands défis de la transition écologique, du développement durable et de la cohésion sociale. Fondé sur un diagnostic du territoire, une stratégie et des projets, le CRTE est un contrat de nouvelle

génération qui aura vocation à intégrer l'ensemble des politiques publiques menées dans le territoire et accompagnées par l'État. Le déploiement des CRTE dans la Loire est complet depuis novembre 2021 avec la signature de 8 contrats à l'échelle des EPCI ou regroupant plusieurs EPCI.



Signature du CRTE de la Communauté de communes des Monts du Pilat

## Belle histoire

### DES PROJETS AU PLUS PRÈS DE NOS TERRITOIRES, ACTION CŒUR DE VILLE :

Le projet Action Coeur de Ville Montbrison compte deux centralités : le centre historique de Montbrison et le centre-bourg de Moingt. 26 actions matures ont été annexées à la convention-cadre dont deux actions marquantes sont à mentionner :

- La restructuration de l'ancien hôpital Guy IV en un foyer de jeunes-travailleurs,
- L'acquisition de terrains en vue de la réhabilitation de la friche « GÉGÉ » sur la centralité de Moingt.

## 2.2. Les territoires au cœur de la transition écologique



### Protéger la biodiversité

27 % de la surface du département bénéficie d'une protection environnementale, notamment avec les 21 sites Natura 2000 et les 2 Parcs Naturels Régionaux du Pilat et du Livradois Forez.



## Protéger les milieux aquatiques et la ressource en eau

La DDT a accompagné l'initiation de la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) avec la prise de l'arrêté constituant la Commission Locale de l'Eau. Afin de faire face au dérèglement climatique en matière de ressource en eau, un projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) a été initié.



## Protéger les milieux terrestres par la préservation des espaces agricoles, naturels ou forestiers

Dans le cadre de la stratégie eau-air-sol, afin de réduire la consommation de foncier, l'État dans la Loire a poursuivi son engagement historique pour un urbanisme durable et a œuvré à enclencher une trajectoire collective pour atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette » à horizon 2050 :



8

séances de la Commission Départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestier ont eu lieu



18

dossiers déposés et 252 000 € de crédits État consacrés au volet renouvellement forestier de France Relance

## Belle histoire

### « PLANTONS DES HAIES ! »

Outil clé de la biodiversité, les haies en bordure de champs et l'agroforesterie intra-parcellaire permettent d'abriter des animaux auxiliaires de cultures (pollinisateurs, prédateurs de ravageurs), de lutter contre l'érosion des sols, d'améliorer la qualité et l'infiltration de l'eau dans le sol, de stocker du carbone et de s'adapter au changement climatique.

Dans le cadre du Plan de Relance, 204 358 € financés à 100 % par l'État ont permis à 31 exploitations de planter 21 834 mètres linéaires de haies.



## 3. AGIR POUR MODERNISER LES SERVICES PUBLICS

La modernisation des services publics ne saurait être pleinement efficace sans un rapprochement effectif de ceux-ci avec la population. L'accélération de la numérisation des démarches, le déploiement des Espaces France Services, la création de Maisons de Santé ainsi que l'assurance pour tous d'une connexion optimale sont des mécanismes déployés par les services de l'État qui permettent d'amorcer ce rapprochement. Toujours dans un souci de plus grande efficacité des services rendus à l'utilisateur, l'État s'est d'ailleurs engagé dans une démarche qualité afin de répondre au mieux à leurs besoins.

### 3.1. Pour des services publics plus proches

Déploiement des Maisons France Service avec un socle commun de services



Services représentés : impôts, CAF, assurance maladie, assurance retraite, Ministère de l'Intérieur, Pôle Emploi, la Poste, MSA, ministère de la Justice



Au 1er janvier 2022, 17 structures étaient labellisées dans la Loire



45 conseillers numériques France Service ont été déployés dans le département

**Les points numériques pour accompagner les usagers qui ont besoin d'aide dans la réalisation de leur démarche liée aux permis de conduire et aux titres d'immatriculation :**

- 3 sites "points numériques" existent en Préfecture et sous-Préfectures
- 10 375 usagers conseillés : 34 % de téléprocédures effectuées en physique, 57 % d'usagers accompagnés par téléphone, 9 % de réponses par courriers et courriels
- Mise en place d'une charte de bonnes pratiques à destination des services civiques en charge des points d'accueil numérique

**Une démarche qualité pour répondre au mieux au besoin des usagers :**

- La préfecture de la Loire est engagée dans une politique qualité depuis 2009. Son objectif est d'approfondir le lien avec le citoyen.
- 79 % d'usagers satisfaits du service rendu en préfecture
- 13 jours de délais de mise à disposition des cartes d'identité et des passeports biométriques (soit 7 de moins qu'en 2020)

## Belle histoire

### MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE (MSP)

L'année 2021 a permis la labellisation de 3 nouvelles MSP à Balbigny, Saint-Just-La-Pendue et Maclas. La MSP de Maclas regroupe 17 professionnels dont 5 médecins généralistes, 1 chirurgien-dentiste, 4 infirmières libérales, 5 kinésithérapeutes, 1 podologue et 1 orthophoniste. Cette labellisation met en lumière la qualité d'une prise en charge coordonnée.

---

## ANNUAIRE

- **Préfecture de la Loire**  
2, rue Charles de Gaulle  
CS 12241  
42022 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 48 48 48
- **Sous-préfecture de Roanne**  
Rue Joseph Déchelette  
42328 Roanne Cedex  
04 77 23 64 64
- **Sous-préfecture de Montbrison**  
Square Honoré d'Urfé  
BP 199  
42605 Montbrison Cedex  
04 77 96 37 37

---

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- **Direction départementale des territoires**  
2, avenue Gruner CS 90509  
42007 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 43 80 00
- **Unité départementale Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement**  
2, avenue Gruner Allée C  
CS 90509  
42007 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 43 53 53

---

## CULTURE

- **Service départemental de l'architecture et du patrimoine**  
Direction régionale des affaires culturelles  
10 rue Claudius Buard CS 10225  
42103 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 49 35 50

---

## DEFENSE

- **Délégation militaire départementale**  
Maison de l'armée  
31, rue Voltaire  
BP 40299  
42014 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 43 59 99
- **Service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre**  
Maison de l'Armée  
31, rue Voltaire  
42014 Saint-Etienne  
04 77 91 14 18

---

## ÉDUCATION

- **Direction des services départementaux de l'éducation nationale**  
11, rue des Docteurs Charcot  
42023 Saint-Etienne Cedex  
04 77 81 41 00

---

## FINANCES PUBLIQUES

- **Direction départementale des finances publiques**  
11 rue Mi-Carême  
BP 20502  
42007 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 47 87 47

---

## SANTÉ

- **Délégation départementale Agence régionale de santé**  
4, rue des trois meules - BP 219  
42013 Saint-Etienne Cedex 2  
04 72 34 74 00

---

## SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

- **Direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**  
3, rue Max Dormoy CS 10206  
42005 Saint-Etienne  
04 77 49 22 60
- **Groupement de gendarmerie départementale**  
16, rue Claude Odde  
42022 Saint-Etienne Cedex 1  
04 77 92 81 00
- **Direction départementale de la sécurité publique**  
99 bis, cours Fauriel  
42100 Saint-Etienne  
04 77 43 28 28
- **Direction départementale de la protection des populations**  
10, rue Claudius Buard  
CS 40272  
42014 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 43 44 44

---

## SOCIAL ET EMPLOI

- **Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités**  
10, rue Claudius Buard  
CS 50381  
42050 Saint-Etienne Cedex 2  
04 77 49 63 63

## TROMBINOSCOPE 2021



**Catherine SEGUIN**  
*Préfète de la Loire*



**Cédric ESSON**  
*Directeur départemental  
de la sécurité publique*



**Dominique SCHUFFENECKER**  
*Secrétaire général de la préfecture  
Sous-préfet de Saint-étienne*



**Contrôleur général  
Alain MAILHE**  
*Directeur départemental des services  
d'incendie et de secours*



**Judicaële RUBY**  
*Directrice de cabinet*



**Colonel Erwan HENAUULT**  
*Commandant du groupement de  
gendarmerie*



**Jean-Michel RIAUX**  
*Sous-préfet de Montbrison*



**Julien FARGETTAS**  
*Directeur du service départemental  
de l'office national des anciens  
combattants et victimes de guerre*



**Hervé GERIN**  
*Sous-préfet de Roanne*



**Lieutenant-colonel Christophe  
VAN DEN BOGAERDE**  
*Délégué militaire départemental*



**Cyril PAUMAT**  
*Directeur des sécurités*



**Sébastien DUMONT**  
*Directeur du Secrétariat Général  
Commun de la Loire  
Création le 1er janvier 2021*





**Christophe POLGE**

*Directeur de l'unité départementale  
Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et du logement*



**Jean-Marie RUSSIAS**

*Chef de l'unité départementale de  
l'architecture et du patrimoine  
– DRAC*



**Élise REGNIER**

*Directrice départementale des  
territoires*



**Arnaud RIFAUX**

*Délégué départemental de l'agence  
régionale de santé*



**Thierry MARCILLAUD**

*Directeur départemental de l'emploi,  
du travail et des solidarités  
Création le 1er avril 2021*



**En attente de nomination**

*Directeur(trice) départemental(e)  
de la protection judiciaire  
de la jeunesse*



**Laurent BAZIN**

*Directeur départemental de la  
protection des populations*



**Fabien MALARD**

*Chef du service de l'action territoriale*



**Francis PAREJA**

*Directeur départemental  
des finances publiques*



**Nathalie QUENTREC**

*Directrice de la citoyenneté  
et de la légalité*



**Dominique POGGIOLI**

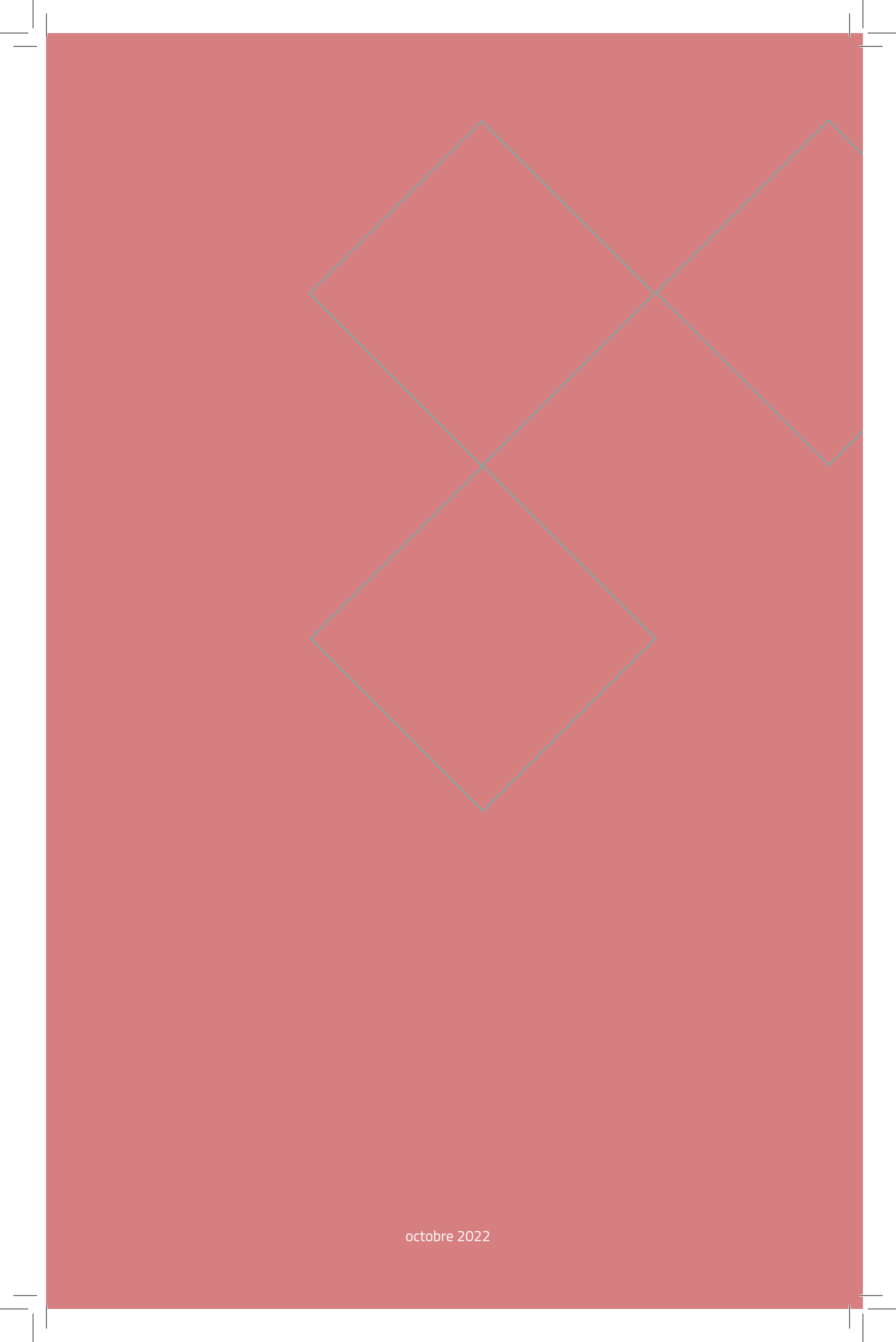
*Inspecteur d'académie  
Directeur académique des services de  
l'éducation nationale de la Loire*



**Nathalie ROLLIN**

*Cheffe du service des migrations  
et de l'intégration*



The image features a solid red background. Two white diamond shapes are positioned in the upper half of the frame. The top diamond is larger and has its top vertex pointing towards the top edge. The bottom diamond is smaller and has its bottom vertex pointing towards the bottom edge. The two diamonds are arranged such that their top and bottom vertices are vertically aligned, and they appear to be connected by a thin white line that passes through their shared horizontal midline.

octobre 2022

**PRÉFECTURE DE LA LOIRE**

2, rue Charles de Gaulle – CS 12241

42 022 Saint-Étienne Cedex 1

Tél. 04 77 48 48 48

Fax. 04 77 21 65 83



Conception graphique : Manoël Verdier - Rédaction : Préfecture de la Loire - Service de l'Action Territoriale  
Crédits photographiques : Préfecture de la Loire